



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MONNAIE de PARIS

Etablissement monétaire de Pessac
ZI - Voie Romaine
33600 Pessac

Références : 26-0137
Code AIOT : 0005201064

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement MONNAIE de PARIS implanté Etablissement monétaire de Pessac ZI - Voie Romaine 33604 Pessac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport fait suite à l'incident du 26 janvier 2026 à l'atelier de cuivrage.

Cet incident a été causé par la rupture d'une soudure d'un bloc de filtration sur la ligne de bain cyanuré entraînant un déversement d'une partie du bain (environ 4000L) dans la rétention associée, mais aussi pour partie dans l'atelier par effet de projection. Une petite quantité du bain a gagné un regard d'eaux pluviales externe immédiatement à proximité de l'atelier via la rampe d'accès extérieure. Le réseau interne a été immédiatement isolé par l'exploitant et les effluents

pluviaux orientés vers le bassin de confinement du site.

L'atelier a rapidement été nettoyé et la rétention vidangée.

La problématique a été la gestion du confinement des eaux pluviales contaminées, dans un contexte météorologique inédit avec près de 40 jours de pluie consécutifs cumulant plus de 160 mm d'eau en février selon les données MétéoFrance.

Un arrêté de mesures d'urgence a donc été pris le 29 janvier 2026 afin de garantir, notamment, le confinement sur site des eaux contaminées et leur traitement.

Il est à noter que l'incident a entraîné ni blessé, ni pollution externe au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONNAIE de PARIS
- Etablissement monétaire de Pessac ZI - Voie Romaine 33604 Pessac
- Code AIOT : 0005201064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site MONNAIE DE PARIS de Pessac a été créé en 1973. Il abrite la fabrication des pièces de monnaies courantes et de collection, principalement à destination de la France et de quelques monnaies étrangères.

La société emploie 180 personnes et fabrique 1,5 milliards de pièces par an.

Les grandes étapes de fabrication comprennent la découpe de flans de pièces à partir de bobines d'acier, le traitement de surfaces (dégraissage, cuivrage si besoin, cordonnage, brillantage), la frappe et le conditionnement.

Le site dispose d'un atelier d'outillage où sont créés les coins nécessaires à la frappe (gravure, chromage).

Concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mars 2017, complété par les arrêtés complémentaires du 12 juin 2018, du 8 mars 2021 et du 26 janvier 2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société a annoncé que, suite à cet incident, l'activité du cuivrage ne redémarrera pas ; son arrêt étant déjà prévu pour 2026. L'exploitant portera à la connaissance de l'administration la cessation de cette activité sur le site en détaillant ses incidences et les prescriptions de l'arrêté préfectoral modifiées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 4.2.2, 4.3.5 & 4.3.6.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des eaux	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.3.11, 4.3.9.1 modifié et 4.3.12	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales	AP de Mesures d'Urgence du 29/01/2026, article 2.1 et 2.2	Sans objet
4	Bassin de confinement	AP de Mesures d'Urgence du 29/01/2026, article 2.3	Sans objet
5	Surveillance	AP de Mesures d'Urgence du 29/01/2026, article 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'incident de l'atelier de cuivrage du 26 janvier 2026 a été menée avec réactivité et transparence vis-à-vis de l'administration.

Le confinement sur site des eaux pluviales polluées a été assuré. Le devenir de ces eaux est actuellement géré par la société. Une installation de traitement mobile était en cours de dimensionnement pour rejet des eaux au réseau d'eaux usées après traitement, sur accord du gestionnaire de réseau. La solution retenue devait être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées (IIC) avant mise en œuvre. Trois jours après l'inspection, le porter à connaissance a été transmis et un courrier de donner acte adressé à l'exploitant pour la mise en œuvre du traitement temporaire.

L'analyse approfondie de l'incident reste à mener et à communiquer à l'IIC.

Par ailleurs, il a été identifié qu'une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site sera à prévoir concernant la gestion des eaux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 4.2.2, 4.3.5 & 4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et localisation des points de rejets
Prescription contrôlée :

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment à chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 : Eaux pluviales
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	3 points de rejet (2 sur l'avenue d'Archimède et 1 sur la Voie Romaine)
Milieu naturel récepteur	Réseau communal des eaux pluviales
Traitement avant rejet	Séparateur hydrocarbures

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 : Eaux domestiques
Nature des effluents	Eaux domestiques
Débit maximal annuel	3 000 m ³ /an
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées

Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de Clos de Hilde - Bègles
Conditions de raccordement	Convention de raccordement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3 : Eaux usées industrielles
Nature des effluents	Eaux usées industrielles (effluents de rinçage des chaînes de traitement de surface)
Débit maximal journalier	30 000 l/j
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées
Traitement avant rejet	Station interne de traitement physico-chimique
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de Clos de Hilde - Bègles
Conditions de raccordement	Convention de raccordement

Article 4.3.6.1. Conception

Rejet dans le milieu naturel (eaux pluviales)

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Rejet dans une station collective (eaux domestiques et eaux usées industrielles)

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en

application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constats :

L'établissement dispose d'une convention de rejets avec Bordeaux Métropole pour le rejet des eaux usées et pluviales à la station d'épuration du Clos de Hilde à Bègles, datée du 5 décembre 2018. Cette convention est adossée à l'arrêté de déversement n°2018BM0669 du 10 décembre 2018, dont la durée de validité est de 5 ans. L'exploitant a indiqué avoir sollicité le gestionnaire pour son renouvellement.

Les points de rejet identifiés dans la convention sont les suivants :

<i>Eaux usées</i>	<i>Eaux pluviales</i>
1/ EU du poste de garde n°1 2/ EU domestiques et autres que domestiques n°2 3/ EU du laboratoire n°3 4/ Eaux de rinçage en provenance des ateliers de ttt surface et TAR n°4 5/ EU domestiques et assimilés domestiques n°5	6/ EP au niveau de la stèle (voie romaine) n°1 7/ EP parking, bât admin et poste de garde (voie romaine) n°2 8/ EP parking (av. Archimède) n°3 9/ EP parking (av. Archimède) n°4 10/ EP parking (av. Archimède) n°5 11/ EP côté garage n°6

L'exploitant a présenté les plans suivants, identifiant les rejets identifiés de la convention :

- Plan du réseau des eaux usées n°097026 O, créé le 14 mars 1996, mis à jour le 15 mai 2023 ;
- Plan du réseau des eaux pluviales n°001008 J, créé le 9 mars 2001, mis à jour le 19 septembre 2023.

Il a été relevé que l'arrêté préfectoral du site identifie moins de points de rejets que dans la convention et que leur dénomination varie. Une mise en cohérence de ces informations est à prévoir.

Dans le cadre de l'incident de l'atelier de cuivrage, la contamination des eaux pluviales identifiée concernait le point rejet EP4. Le bain objet du déversement contenait principalement du cuivre et du cyanure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède au renouvellement de sa convention de rejets avec Bordeaux Métropole, en tant que gestionnaire du réseau d'assainissement collectif.

Il transmet la convention renouvelée à l'inspection des installations classées, et sollicite une mise à jour de son arrêté préfectoral afin de mettre en cohérence les informations de l'arrêté avec la convention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.3.11, 4.3.9.1 modifié et 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - Valeurs limites

Prescription contrôlée :

Article 4.3.11. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 4.3.9.1 de l'AP du 2 mars 2017, modifié par Article 1 APC du 12 juin 2018 et Article 2 APC du 26 janvier 2024

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration collective considérée, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°3

Débit de référence	40 m ³ /j	4 m ³ /h
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
Nickel	0,2	8
Cuivre	1,5	60
Fer	5	200
Aluminium	5	200
Cyanures (CN libres)	0,1	4
Fluorures	15	600
NO2	1	40
MES	30	1200
DCO	600	24000
DBO5	30	4000

HCT	2	40
Cadmium	0,05	2
Argent	0.5	20
Chrome total	0,06	2.4
Plomb et ses composés (en Pb)	0,4	16
Etain et ses composés	2	80
Zinc et ses composés	3	120
Trichlorométhane	0.25	10
Azote global	150	6000
Phosphore	50	2000
AOX	5	200
Chloroalcanes C10-C13	0,025	1
Nonylphénols	0,025	1

Article 4.3.12

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
DBO5	30
MES	30
DCO	100
Azote global	5
Phosphore total	1
Hydrocarbures totaux	5

Constats :

Les valeurs limites de rejets des eaux usées et pluviales sont définies dans l'arrêté préfectoral du site.

Toutefois, il a été relevé que les valeurs limites fixées par la convention de rejets avec Bordeaux Métropole ne sont pas totalement identiques.

Il est rappelé que la valeur la plus restrictive est à retenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/01/2026, article 2.1 et 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, EP

Prescription contrôlée :

2.1. Confinement des eaux pluviales

L'exploitant met en place les moyens nécessaires afin de garantir le confinement des eaux pluviales contaminées par les produits cyanurés sur site ou leur traitement en filières adaptées, y compris en période pluvieuse.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées les mesures de gestion pour garantir ce confinement.

2.2. Retour à une gestion des eaux pluviales normale

L'ouverture de la vanne de barrage du point de rejet EP4 est conditionné aux mesures suivantes :

- la dépollution/nettoyage du réseau d'eaux pluviales ;
- l'isolement du bassin de confinement chargé en eaux polluées ;
- la réalisation d'analyses libératoires justifiant l'absence de cyanures libres et de cuivre dans les eaux pluviales au point de rejet EP4, par un laboratoire accrédité.

Constats :

Suite à l'incident, comme évoqué plus tôt, le réseau d'eaux pluviales a été confiné par fermeture du point de rejet EP4, seul point concerné par la contamination, orientant ainsi les eaux vers le bassin de confinement du site (environ 600 m³).

Une fois plein, le bassin de confinement a lui-même été isolé.

Le réseau entre l'atelier de cuivrage et le point de rejet EP4 a entièrement été nettoyé et curé (certificat de la SARP (VEOLIA) – société spécialisée dans l'assainissement - transmis pour preuve).

Du fait de la pluviométrie abondante, les eaux pluviales réalimentant le réseau et celles risquant de faire déborder le bassin de confinement étaient pompées au fur et à mesure, et stockées en tankers.

Afin de pouvoir ré-ouvrir le batardeau de l'EP4, l'exploitant a procédé à des analyses en interne et par le Laboratoire des Pyrénées et des Landes (LPL) agréé. L'analyse du 30 janvier 2026 montrait que le taux de cyanures libres était sous le seuil de détection (<5µg/l) et le cuivre à 8,48 µg/l. Il est à noter que la concentration de cuivre est équivalente aux résultats d'autosurveillance rejet du P4 consultables sur GIDAF.

Le bassin de confinement chargé en eaux polluées a été isolé, en attente de vidange et nettoyage. Compte tenu de ces informations, la DREAL a ainsi confirmé par mail que le batardeau du point de rejet EP4 pouvait être ouvert le 30/01/2026.

Le jour de l'inspection, le bassin de confinement était toujours isolé, contenant environ 350 m3 d'eaux à vidanger. L'exploitant a indiqué qu'environ 225 m3 d'eaux contaminées ont été évacués par rotation de camions vers la SIAP en tant que déchets. Neuf enlèvements ont été réalisés sous le code 11 01 98* vu les bordereaux de suivi de déchets, le premier ayant débuté le 10 février 2026. Le site dispose de 15 tankers de 70 m3 et 4 tankers de 30 m3 pleins, à traiter, provenant du pompage du réseau lorsqu'il était fermé et du bassin afin d'éviter son débordement à cause de la pluie. Trois tankers vides sont disponibles en réserve.

La société a travaillé sur la recherche d'une solution pour procéder à l'élimination de ces eaux. Elle a obtenue l'accord de Bordeaux Métropole pour pouvoir rejeter les eaux au niveau du point de rejet d'eaux usées, après traitement de celles-ci par une station de traitement mobile sur site. Le traitement doit permettre d'abattre les cyanures et de réduire la concentration de cuivre au niveau des valeurs limites déjà autorisées.

Cette station mobile de traitement des eaux pourrait être installée sur site et opérationnelle courant de semaine 10, sous réserve de porter à connaissance de l'inspection des installations classées les conditions de rejets envisagées et les modalités de traitement, avant mise en œuvre. **A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le porter à connaissance attendu le 26 février 2026. Un courrier a été adressé par l'IIC en retour le 26 février 2026, prenant acte des dispositions prises et de l'accord du gestionnaire sur le principe de traitement du rejet temporaire.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/01/2026, article 2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité

Prescription contrôlée :

2.3. Gestion du bassin de confinement

Le raccordement du bassin de confinement au réseau d'eaux pluviales est conditionné à la vidange et au nettoyage de celui-ci.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter l'indisponibilité du bassin de confinement. Tant que la capacité de confinement associée au bassin est indisponible, l'exploitant prend des mesures complémentaires pour prévenir la survenue d'un incendie et un déversement accidentel sur le site, notamment, la suspension des travaux par points chauds, le renforcement des rondes de surveillance, la limitation des dépotages et autres mesures appropriées.

Constats :

Comme évoqué plus tôt, le bassin de confinement du site étant toujours isolé et chargé en eaux contaminées (350 m3) au jour de l'inspection, ce dernier reste indisponible en cas de nécessité si un nouvel accident a lieu sur le site.

Pour répondre à l'APMU, l'exploitant a justifié de la communication interne d'une note de service datée du 30 janvier 2026 interdisant notamment la réalisation de travaux par points chauds et le dépotage/pompage de produits chimiques, et renforçant les rondes de l'équipe sécurité, y

<p>compris lors des périodes de non-activités.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'aucun permis de feu non justifié n'a été délivré en février 2026. Des rapports de rondes de sécurité ont pu être consultés (celui du 23/02 à 10h et ceux du 22/02). La fréquence des rondes a bien été renforcée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès que le bassin de confinement du site est de nouveau opérationnel, photo justificative à l'appui, afin de permettre la levée des mesures compensatoires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/01/2026, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.4. Mesures de surveillance</p> <p><u>Eaux pluviales</u></p> <p>L'exploitant procède à la mesure des paramètres Cyanure libre (Cn) et Cuivre (Cu) au niveau du point de rejet d'eaux pluviales EP4. Ces mesures sont réalisées de manière hebdomadaire à compter de la réouverture du réseau.</p> <p>Ces mesures pourront être arrêtées après 4 mesures successives ne mettant pas en évidence la présence de ces paramètres dans les eaux pluviales.</p> <p><u>Eaux souterraines</u></p> <p>L'exploitant procède également à la mesure des paramètres Cyanure libre (Cn) et Cuivre (Cu) dans son réseau de piézomètres. Ces mesures sont réalisées une fois par mois pendant 3 mois. Ces deux paramètres sont intégrés au programme de surveillance des eaux souterraines pour les 2 prochaines campagnes semestrielles.</p> <p>Les rapports des mesures de ces surveillances sont analysées par l'exploitant et communiqués à l'inspection. Le cas échéant, l'exploitant propose des mesures de gestion.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des eaux pluviales et des eaux souterraines a été mise en place.</p> <p>Eaux souterraines</p> <p>Les premiers résultats d'analyses des eaux souterraines ne relèvent pas de concentrations anormales.</p> <p>Vu le rapport d'analyses d'Eurofins du 19/02/2026 sur les Pz 1, 4, 5, 7 et 8.</p> <p>Cn < 10µg/l, Cu : max 11,1 µg/l sur Pz1, valeur cohérente avec l'autosurveillance habituelle du site. Cette surveillance sera à poursuivre aux mois de mars et avril prochain.</p> <p>Eaux pluviales</p>

Les résultats d'analyses au niveau d'EP4 disponibles sont les suivantes:

29/01/2026 : Analyse par LPL - Cn < 5 µg/l & Cu 1283 µg/l

30/01/2026 : Analyse par LPL - Cn < 5 µg/l & Cu 8,48 µg/l - Analyses libératoires pour réouverture du réseau EP

06/02/2026 : Analyse LPL - Cn < 5 ug/l & Cu 4,83 µg/l

13/02/2026 : Analyse par LPL - Cn < 5 ug/l & Cu 44,6 µg/l

19/02/2026 : Analyse par LPL - Cn < 5 ug/l & Cu 13 µg/l

Cette surveillance doit être poursuivie une semaine supplémentaire compte tenu du taux de cuivre mesuré le 13 février.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les analyses et investigations par caméra du réseau ont permis de découvrir une canalisation historique sous l'atelier de cuivrage, nécessitant d'être nettoyée. Au jour de l'inspection, le réseau d'EP autour de l'atelier de cuivrage étaient partiellement confiné par le biais de 2 ballons de confinement placés dans le réseau afin de permettre les travaux de recherche de la canalisation historique.

Ce point pourra être détaillé dans le cadre du dossier de porter à connaissance à produire dans le cadre de la cessation de l'activité du cuivrage.

Type de suites proposées : Sans suite